

Ministère chargé
de la mer

*Arrêté du 7 octobre 2015 relatif à la demande de numéro d'identification des gens de mer
(J.O du 17 octobre 2015)*

Cadre réservé à l'administration

(Direction départementale des territoires et de la mer ; Direction de la mer ; Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer)

Date de réception

Numéro d'enregistrement

Date A/R

1. Renseignements relatifs à l'identité et à la domiciliation du demandeur

Nom, prénoms *	<input style="width: 90%;" type="text"/>		
Sexe *	Masculin <input type="checkbox"/>	Féminin <input type="checkbox"/>	Date de naissance * <input style="width: 150px;" type="text"/>
Lieu de naissance *	<input style="width: 80%;" type="text"/>		Département de naissance ** <input style="width: 100px;" type="text"/>
Adresse			
N° voie *	<input style="width: 50px;" type="text"/>	Extension <input style="width: 50px;" type="text"/>	Type de voie <input style="width: 50px;" type="text"/>
			Nom de voie * <input style="width: 100px;" type="text"/>
	Lieu-dit ou boîte postale <input style="width: 150px;" type="text"/>		
Code postal *	<input style="width: 50px;" type="text"/>	Localité * <input style="width: 150px;" type="text"/>	
N° de téléphone	<input style="width: 100px;" type="text"/>		N° de télécopie <input style="width: 100px;" type="text"/>
Adresse électronique <input style="width: 100%;" type="text"/>			

2. Liste des pièces à joindre à toute demande

Une copie d'un titre d'identité en cours de validité ou un extrait d'acte de naissance de moins de trois mois	<input type="checkbox"/>
Un justificatif de domicile de moins de trois mois (ex : quittance EDF, facture internet ou de téléphonie...)	<input type="checkbox"/>
Un certificat d'aptitude médicale mentionnée aux articles L.5521-1 et L.5549-1 du code des transports sauf pour les élèves de la formation professionnelle maritime initiale	<input type="checkbox"/>
Une promesse d'embarquement, un contrat d'engagement maritime ou un contrat de travail sauf pour les élèves de la formation professionnelle maritime initiale	<input type="checkbox"/>
Deux photos d'identité récentes	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, une autorisation, pour la demande de délivrance du numéro d'identification, donnée par le gens de mer à son employeur ou par l'élève au directeur de l'un des établissements mentionnés aux 2° et 3° de l'article 1er du décret n°2015-1191 du 28 septembre 2015	<input type="checkbox"/>

3. Compléments à fournir aux pièces mentionnées ci-dessus si nécessaire

Pour le gens de mer mineur, le consentement écrit de la personne investie de l'autorité parentale l'autorisant à naviguer	<input type="checkbox"/>
Pour les gens de mer marins, tous titres justifiant de la formation professionnelle maritime	<input type="checkbox"/>
Pour les gens de mer non marins, tout document justifiant des 45 jours d'embarquement sur une période de 6 mois consécutifs	<input type="checkbox"/>
Pour les agents employés par les entreprises privées de protection des navires, copie de la carte professionnelle délivrée par le Conseil national des activités privées de sécurité	<input type="checkbox"/>

4. A qui transmettre la demande ?

La demande est à adresser à la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM/DML) ou à la direction de la mer (DM) ou à la direction des territoires, de l'alimentation et de la mer du département (DTAM) *** :

- Soit dans lequel se situe le domicile du gens de mer ;
- Soit dans lequel se situe le port d'embarquement du gens de mer, le port d'immatriculation ou le port de gestion administrative du navire sur lequel le gens de mer embarque ;
- Soit dans lequel se situe l'établissement où l'élève reçoit sa formation professionnelle maritime.

5. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Fait à :

Le

Signature du demandeur

(*) Champs obligatoires ; (**) Pour les personnes nées à l'étranger, indiquer 99 ; (***) DDTM/DML pour la métropole ; DM pour les départements d'outre-mer ; DTAM pour Saint-Pierre-et-Miquelon

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du directeur départemental des territoires et de la mer ou du directeur de la mer ou du directeur des territoires, de l'alimentation et de la mer auprès duquel la demande a été effectuée.